

## Accord-cadre relatif à l'entretien et à la maintenance des fermetures automatiques et manuelles des sites de la CAF des Bouches-du-Rhône.

### **Cahier des clauses particulières (CCP)**

MAPA n°

202506

## SOMMAIRE

1.	DEFINITIONS.....	
2.	OBJET DU CONTRAT .....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT .....	
4.	DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION.....	
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	6
6.	DESCRIPTION DES PRESTATIONS .....	6
7.	MODALITES D'EXECUTION .....	10
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	16
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	

## ELEMENTS CLES DE L'ACCORD-CADRE

Acheteur	CAF DES BOUCHES-DU-RHONE
Type de contrat	Accord-cadre de services
Structure	Non alloti
Lieu d'exécution	Département des Bouches-du-Rhône.
Effet	L'accord-cadre prend effet à compter du <b>24 mai 2025</b> ou de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR, si elle est postérieure à la date mentionnée précédemment.
Durée	<p>La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an reconductible 2 fois par tacite reconduction dans la limite de 3 ans à compter de sa date de prise d'effet.</p> <p>La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des B.D.R. au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.</p> <p>Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction</p>

## 1. DEFINITIONS

Terme	Définition
<b>Contrat</b>	: Le contrat est un marché passé en application Procédure adaptée ouverte - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG</a> FCS issu de l'arrêté du 30 mars 2021.
<b>Acheteur</b>	: <b>La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône</b> désignée « CAF des BDR » dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Elle est représentée par Monsieur Yves FASANARO, Directeur Général. Elle est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
<b>Titulaire</b>	: Le titulaire désigné à l'issue de la procédure d'attribution du marché est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.

## 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Description des prestations

#### 2.1.1 Objet de la prestation

Le présent accord-cadre a pour objet d'assurer la maintenance et la réparation de l'ensemble des fermetures automatiques et manuelles du parc immobilier de la CAF des BDR avec une obligation de contrôle.

Le présent accord-cadre porte sur l'entretien de 2 types de matériels :

1/ L'entretien et dépannage des portails, portes automatiques et rideaux automatiques du Siège et des sites extérieurs de la CAF des BDR

2/ L'entretien et dépannage des portes d'accès manuelles du Siège et des sites extérieurs de la CAF des BDR., quel que soit le système de fermeture (portails, portillons, serrures électromagnétiques, ventouses, grooms, etc ...)

Pour chacun des matériels, le titulaire doit satisfaire à la réglementation de manière que ceux-ci fonctionnent sans risque d'accident. Le prestataire est tenu à une obligation de résultat.

#### **IMPORTANT**

**Le prestataire doit être capable de diagnostiquer l'origine d'un dysfonctionnement et de réparer toutes les parties mécaniques ou électriques à l'exception des automatismes gérés par le contrôle d'accès par badge de la CAF (Excalibur).**

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

Les prestations s'exécutent sur les sites ci-après :

NOMS ET ADRESSES
SIEGE SOCIAL 215 CHEMIN DE GIBBES 13014 MARSEILLE
SITE DE DESAUTEL 1 RUE DESAUTEL 13008 MARSEILLE
SITE DE MALAVAL 15 RUE MALAVAL 13002 MARSEILLE
SITE DE MARIGNANE QUARTIER DE LA CALAGOVIERE – 3 AVENUE J.F KENNEDY 13700 MARIGNANE
SITE D'ARLES 1, RUE JEAN GIONO 13200 ARLES
SITE D'AIX-EN-PROVENCE 135, RUE ROGER MARTIN – IMMEUBLE LE PHOEBUS 13000 AIX-EN-PROVENCE
MAISON SOCIALE D'AUBAGNE ALLÉE R. GOVI – ZAC DES DÉFENSIONS 13400 AUBAGNE
MAISON SOCIALE DE MARTIGUES QUAI POTERNE – QUARTIER DE L'ILE 13500 MARTIGUES

Les plans de chaque site figurent en annexe 1 « plans et repérages de portes et portails » du présent CCP.

En cas d'ouverture ou fermeture d'un site, la société est informée par courrier ou par mail et un avenant est établi entre les cocontractants, pour acter de la moins-value ou de la plus-value.

### 2.1.3 Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

#### Documents particuliers

- L'acte d'engagement dûment complété et signé,
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes :
  - Annexe 1 : plans et repérages de portes et portails de chaque site
  - Annexe 2 : inventaire des matériels,
- Le bordereau de réponse,
- Le mémoire technique obligatoire venant éventuellement préciser les éléments du bordereau de réponse,

Les originaux de ces pièces, seuls documents faisant foi sont conservés par la CAF des BDR.

**La signature de l'acte d'engagement par les parties emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.**

#### Documents généraux

- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique, le décret n°2018- 1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, ainsi que le code de la santé publique.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (C.C.A.G FCS) issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le CCAG FCS n'est pas communiqué mais réputé connu des candidats.

Ces documents même matériellement dissociés, constituent un ensemble et forment le cahier des charges contractuel.

Le titulaire est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le cahier des charges contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant.

Toute clause, portée dans tous documents présentés par le titulaire (conditions générales, tarifs, documentation) contraire aux dispositions des pièces susvisées constitutives de l'accord-cadre est réputée non écrite

## **2.2 Intervenants**

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **CAF DES BOUCHES-DU-RHONE**, représenté par YVES FASANARO, DIRECTEUR GENERAL.

**Adresse et coordonnées :**

*CAF DES BOUCHES-DU-RHONE  
215 CHEMIN DE GIBBES  
TSA 21333  
13348 MARSEILLE CEDEX 20*

## **2.3 Correspondants**

Les cocontractants conviennent de désigner des correspondants privilégiés pour suivre l'exécution du marché.

### **2.3.1 Correspondants administratifs**

**Mme Nathalie BOSCA**, Responsable du Service Achats- Gestion des Biens

Tél : 04.91.05.54.92

Courriel : [nathalie.bosca@caf13.caf.fr](mailto:nathalie.bosca@caf13.caf.fr)

**Mme Stéphanie MAZILLE**, Acheteur

Tél : 04.91.05.54.10

Courriel : [stephanie.mazille@caf13.caf.fr](mailto:stephanie.mazille@caf13.caf.fr)

### **2.3.2 Correspondants techniques**

**M. Eric SCANNAPIECO**, Responsable du pôle maintenance

Tél : 04.91.05.51.68

Courriel : [eric.scannapieco@caf13.caf.fr](mailto:eric.scannapieco@caf13.caf.fr)

**M. Jean – Baptiste WARTON**, Technicien pôle maintenance  
Tél : 04.88.57.52.78  
Courriel : [jean-baptiste.warton@caf13.caf.fr](mailto:jean-baptiste.warton@caf13.caf.fr)

**Mme Véronique PECOUL**, Technicien pôle maintenance  
Tél : 04 88 57 52 75  
Courriel : [veronique.pecoul@caf13.caf.fr](mailto:veronique.pecoul@caf13.caf.fr)

### 2.3.3 Correspondants d la société

Les correspondants privilégiés seront ceux indiqués par le prestataire dans le bordereau de réponse.

En cours de marché, dans l'hypothèse où le correspondant du titulaire est indisponible pour quelque raison que ce soit, il est tenu d'en désigner un nouveau dans les plus brefs délais et d'en informer immédiatement la CAF des Bouches du Rhône.

## 3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 Procédure de passation

Le présent marché est passé dans le cadre d'une procédure adaptée ouverte (articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique).

### 3.2 Allotissement et étendue du marché

Le présent accord-cadre n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

La globalisation et l'optimisation opérationnelle de la prestation en un seul lot ont pour objectif des gains financiers et de diminuer des coûts de gestion importants.

Il est mono-attributaire à bons de commande en application des articles L2125-1 I°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique, sans minimum mais avec un maximum exprimé en valeur pour la durée de l'accord-cadre.

#### ETENDUE DE L'ACCORD CADRE

Lot unique à bons de commande avec maximum

**Montant maximum 80 000 € HT** pour toute la durée de l'accord-cadre (reconductions incluses).

### 3.3 Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de services.

## 4. EFFET ET DUREE DE L'ACCORD-CADRE

### 4.1 Effet du marché

L'accord-cadre prend effet à compter du **24 mai 2025** ou de sa date de notification formalisée par l'envoi au candidat retenu de l'acte d'engagement signé par le Directeur Général de la Caisse d'Allocations Familiales des BDR, si elle est postérieure à la date mentionnée précédemment.

## 4.2 Durée du marché

La durée de l'accord-cadre est fixée à 1 an reconductible 2 fois par tacite reconduction dans la limite de 3 ans à compter de sa date de prise d'effet.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la CAF des B.D.R. au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1 Prix de l'accord-cadre

#### 5.1.1 Nature des prix

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes.

Il est composé d'une partie forfaitaire et d'une partie unitaire qui donnera lieu à l'émission de bons de commande.

**Les prix forfaitaires** comprennent les prestations à quantité fixe de maintenance préventive :

- 2 visites annuelles pour les portes et portails automatiques
- 1 visite annuelle pour les portes et portails manuels.
- Suivi des prestations et consultation à distance.

La maintenance préventive comprend également pour chaque site les astreintes et dépannages.

*Les prix sont fixés dans le bordereau de réponse, éventuellement négocié.*

La notification du présent accord-cadre vaut bon de commande des prestations de maintenance préventive pour l'intégralité de la durée initiale. Chaque reconduction de l'accord-cadre a la même valeur pour la durée de la reconduction concernée.

Les prix doivent être indiqués en H.T et en T.T.C.

**Les prix unitaires** sont appliqués sur les prestations de maintenance corrective.

*Les prix sont fixés dans le Devis quantitatif estimatif inclus dans le bordereau de réponse, éventuellement négociés. Seuls les prix unitaires sont contractuels.*

A chaque besoin, un devis est établi par le prestataire soumis à la validation du Responsable Pôle Maintenance de la C.A.F. des BDR, pour établissement du bon de commande qui est notifié par mail ou d'un marché subséquent dans les conditions fixées à l'article 7 du présent CCP.

Pour les pièces ne faisant pas partie du bordereau de prix unitaires, les prix de vente des pièces sont limités par un coefficient multiplicateur appliqué au prix de revient hors taxe qui est mentionné par le candidat dans le bordereau de réponse.

En tout état de cause, seules peuvent être facturées les interventions validées par un responsable de la CAF sur la base d'un devis fourni dans un délai de 48 heures ouvrées, au plus tard, à compter de l'identification de la panne. Le prestataire s'engage à ne pas appliquer un coefficient de vente supérieur au coefficient qui est mentionné dans l'acte d'engagement.

La CAF se réserve le droit de demander au prestataire, la copie de la facture d'achat.

#### 5.1.2 Contenu des prix :

De manière générale, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales frappant obligatoirement la prestation.

Sont également compris de façon non exhaustive :

- toutes les prestations définies au présent contrat sans restriction,
- les frais de déplacement, de logistique, de tests et de personnel,
- la pose du matériel,

- la dépose du matériel remplacé,
- la fourniture de tout matériel indispensable à la bonne réalisation des prestations,
- les frais d'assurance,
- les frais d'entretien,
- les incidences consécutives aux travaux en heures supplémentaires, heures de nuit, etc... nécessaires pour respecter les délais d'exécution,
- toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et les règles de sécurité sur les lieux de travail (SPS),
- toutes autres dépenses inhérentes à la bonne exécution des prestations.

Le titulaire veillera à rationaliser les dépenses engagées.

### 5.1.3 Variation des prix

Les prix sont révisables à la date anniversaire du contrat en cas de reconduction.

L'indice (A0) de départ est celui du mois de la remise des offres par le titulaire.

Les prix pourront être révisés par application de la formule de révision de prix ci-dessous :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,35 \frac{A}{A_0} + 0,30 \frac{ICTH-IME}{ICTH-IME_0} + 0,20 \frac{FSD_2}{FSD_{20}})$$

Dans laquelle :

P : est le prix révisé.

P0 : est le prix au jour de la remise des offres.

A0 : est la valeur de l'indice de référence 010764202 - Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - CPF 25.12 - Portes et fenêtres en métal - Prix de marché - Base 2021 - Données mensuelles brutes connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire

A : est la valeur de ce même indice de référence pour la période de révision de l'année N+1 au mois précédent la date d'anniversaire du contrat.

ICTH-IME0 : est la valeur de l'indice 001565183 - Salaires, revenus et charges sociales - Coût de la main d'oeuvre et du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés (ICTHrev-TS) - Indices mensuels - Industries mécaniques et électriques connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire

ICTH-IME : est la valeur de ce même indice de référence pour la période de révision de l'année N+1 au mois précédent la date d'anniversaire du contrat.

FSD20 : Frais et services divers - modèle de référence n°2 – valeur de cet indice connu au mois zéro correspondant au mois de la remise des offres par le titulaire

FSD2 : est la valeur de ce même indice de référence pour la période de révision de l'année N+1 au mois précédent la date d'anniversaire du contrat.

Si les indices ne sont pas publiés à la date anniversaire du contrat, une révision provisoire doit être réalisée avec les derniers indices connus. Celle-ci sera réajustée et deviendra définitive lors de la publication des indices du mois précédent la date anniversaire du contrat.

Pour l'application de la révision des prix, le titulaire doit adresser au Groupe Ordonnancement un mail [caf13-bp-ordonnancement@caf13.caf.fr](mailto:caf13-bp-ordonnancement@caf13.caf.fr), détaillant la révision en fournissant les justificatifs de variation de l'indice retenu et ce dans un délai d'un mois suivant la date anniversaire.

En cas de dépassement de ce dernier, la révision des prix ne pourra pas être acceptée, celle-ci devra faire l'objet d'une nouvelle demande à la prochaine date anniversaire du contrat.

En cas d'omission, la CAF des BDR se réserve la possibilité de réclamer l'application de la révision.

Dans le cas où l'indice mentionné vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases, sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.



#### 5.1.4 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

En cas de sous-traitance et conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adresse une facture en hors taxe pour les prestations réalisées.

La TVA relative aux prestations sous-traitées est, quant à elle, perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

### 5.2 Conditions de paiement

#### 5.2.1 Avance

Conformément à l'article 11.1 du CCAG FCS, l'option A s'applique.

##### Versement de l'avance :

L'accord cadre étant à bons de commande sans minimum, l'avance peut être versée à la demande du titulaire (dans l'acte d'engagement) pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

##### Remboursement de l'avance :

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

#### 5.2.2 Présentation des demandes de paiement :

Seules les prestations effectivement exécutées, donnent droit à un paiement.

Le titulaire doit respecter la règle de l'annualité budgétaire.

Aucune facture à cheval sur 2 années civiles ne sera admise. Il revient au prestataire de prendre ses dispositions.

La facture adressée à la C.A.F. des BDR est établie selon la forme suivante :

- Nom et adresse du créancier,
- Numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- Les références de la procédure,
- Le montant hors T.V.A. des travaux,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- La date et la signature avec la mention « Décompte certifié sincère et véritable » (dans le cas où la facture n'est pas un original).

Les factures doivent être libellées en français.

La facturation peut faire l'objet d'une mise au point lors de la notification du contrat.

**Le titulaire doit impérativement joindre aux factures, la copie du ou des bons d'intervention.**

Conformément à l'article R2192-3 du Code de la Commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur Chorus Pro ne doit pas être doublé de l'envoi de facture papier. La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation de la CAF des Bouches-du-Rhône « Chorus Pro ».

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

### 5.2.3 Périodicité des paiements :

Le paiement est effectué par virement bancaire ou postal sous 30 jours (joindre un R.I.B. lors d'une première facture).

#### ***Intérêts moratoires :***

**Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.**

**Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.**

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la demande de paiement par la CAF des BDR. Le délai des 30 jours ne tient pas compte des délais bancaires.

En cas de dépassement de ce délai contractuel, le taux des intérêts moratoires applicable est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le 1er jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

A ces augmentations s'ajoutent un montant forfaitaire de 40 € au titre des pénalités de retard.

## 6. DESCRIPTION DES PRESTATIONS

---

### 6.1 Description générale

**Le marché est à obligation de résultats.**

Toutes les prestations doivent être exécutées dans les règles de l'art.

Après chaque passage, une fiche détaillée de l'intervention est remise par mail au Pôle Maintenance (CAF13-maintenance@caf13.caf.fr) avec le détail des prestations réalisées, du temps passé et de toutes les observations jugées utiles.

### 6.2 Maintenance préventive et dépannage

Indépendamment de toute panne, le prestataire s'engage à assurer un contrôle général des installations selon la périodicité suivante :

- deux fois par an pour les installations automatiques
- une fois par an pour les installations manuelles

Le titulaire doit effectuer les visites suivant un planning détaillé établi en relation avec le responsable du Pôle Maintenance de la CAF des BDR au début de chaque période :

Le titulaire informe le pôle maintenance des dates de passage sur chacun des sites.

Tous manquements à une date de visite sur site sans en avoir averti au préalable (24 h avant minimum), le technicien fait l'objet d'une pénalité pour retard d'exécution tel que défini à l'article 9.1 du présent CCP.

Le titulaire est tenu de s'y conformer après accord sur les dates et heures comprises dans les créneaux suivants :

**du lundi au vendredi de 8H à 12H et de 13H à 16H30**

Ces visites ont pour but d'assurer le maintien en bon état de fonctionnement et de satisfaire aux obligations de contrôle résultant de la réglementation et portant notamment sur les prestations

suivantes :

### **6.2.1 Portes de garage automatiques**

D'une façon générale, les portes de garage automatiques comportent un tablier métallique plein fixé sur huisseries métalliques et guidées sur rails et glissières par l'intermédiaire de câbles et poulies renvoyées sur contrepoids.

La manœuvre de ces portes se fait par moto-réducteur dont le type de commande est automatique (impulsion par contacteur électrique).

Ces portes sont de type basculant ou sectionnelle.

Elles sont équipées d'un système d'ouverture d'urgence déverrouillant le système en cas de panne d'électricité ou d'évacuation rapide des locaux.

Leur localisation et leur type sont spécifiés en annexe du présent C.C.P.

### **6.2.2 Portails coulissants ou ouverture à la française**

Ce sont des portails à ossature métallique barreadée ou habillés en tôle perforée. Le fonctionnement est automatique par contrôle d'accès par badge.

Ils sont équipés d'un système d'ouverture d'urgence déverrouillant le système en cas de panne d'électricité ou d'évacuation rapide des locaux.

Leur localisation et leur type sont spécifiés à l'annexe du présent C.C.P

### **6.2.3 Portes vitrées coulissantes automatiques**

Le fonctionnement est soit automatique par commande cellules photo-électriques pour les entrées du public, soit automatique par badge.

Toutes sont équipées à l'intérieur de boîtier de commande pouvant gérer :

- L'arrêt automatique ;
- L'ouverture partielle ;
- L'ouverture permanente ;
- Le module d'ouverture d'urgence déverrouillant le système en cas de panne d'électricité ou d'évacuation rapide des locaux ;
- Leur localisation et leur type sont spécifiés dans l'annexe au présent C.C.P.

### **6.2.4 L'entretien des matériels listés aux articles 6.2.1 à 6.2.3**

L'entretien des éléments listés dans les articles 6.2.1 à 6.2.3 comprend :

- deux visites annuelles,  
- la levée des réserves annuelles émises par un bureau de contrôle mandaté par la CAF,  
- la fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement,  
- les interventions de dépannage, la réparation ou le remplacement (main d'œuvre et déplacement, câblage et mise en service compris) des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal de la porte soit:

- cellules photo-électriques,
- limiteurs de couples mécaniques ou électromécaniques;
- câbles;
- chaînes;
- système empêchant la chute du tablier;
- organes de commande (hors système de commande par badge, cartes magnétiques);
- contacteurs à clés;
- récepteurs radio;
- pile d'alimentation des cellules embarquées;
- butée de fin de course;
- fin de course mécanique et électronique;
- arrêt d'urgence;
- signalisation lumineuse de la zone;
- gyrophare,
- galets; courroies,
- axes,
- goupilles,

- Crémaillères,
- Contacteurs ou relais,
- Voyants,
- Disjoncteurs,
- Fusibles ; batterie,
- Batterie,
- Coupure omnipolaire.

En général, toutes les pièces d'un montant inférieur à 150 euros HT contribuant au fonctionnement d'une porte ou un portail sont contractuelles hormis les tabliers, les moteurs, les axes et boîtes à ressorts.

Leur remplacement si nécessaire, entre dans le cadre des prix inscrits dans le Bordereau de réponse et fait l'objet d'une commande spécifique.

**L'entretien ne comprend pas la réparation ou le remplacement de pièces hors d'usage consécutifs à des actes de vandalisme ou conséquentielles de dégradations indépendantes de l'usage normal du matériel.**

#### **6.2.5 Rideaux roulants métalliques**

Ils sont équipés de tabliers à lames d'acier soit pleines, soit perforées ou de tabliers mailles aciers.

Le fonctionnement se fait soit par manipulation d'un contacteur à clé, soit par deux contacteurs à clés placés à l'intérieur et à l'extérieur, soit par un bouton à l'intérieur d'un coffret type « Blendor », ou par badge.

Les motorisations sont intérieures ou extérieures à axes et centrales. Les débrayages sont à câble, tantôt sur « Poire » ou intégrés aux contacteurs à clés.

L'entretien comprend :

- Deux visites annuelles ;
- La levée des réserves annuelles émises par un bureau de contrôle mandaté par la CAF ;
- La fourniture des produits de lubrification et de nettoyage nécessaires à un bon fonctionnement ;
- Les interventions de dépannage, la réparation ou le remplacement (main d'œuvre et déplacement, câblage et mise en service compris) des pièces constituant les systèmes de sécurité hors d'usage ou usées par le fonctionnement normal.

En général, toutes les pièces d'un montant inférieur à 150 euros H.T. contribuant au fonctionnement des rideaux sont incluses et font partie des prestations qui entrent dans le cadre du forfait de maintenance inscrit dans le bordereau de réponse contractuel.

**L'entretien ne comprend pas la réparation ou le remplacement de pièces hors d'usage consécutifs à des actes de vandalisme ou conséquentielles dégradations indépendantes de l'usage normal du matériel.**

L'entretien porte sur les éléments suivants :

- Le tablier, la partie coulissante des rideaux métalliques ;
- Les éléments de guidage (rails, galets...);
- Les articulations (charnières, pivots...);
- Les fixations ;
- Les fins de courses ;
- Les organes de commande ;
- Les organes de sécurité des personnes ;
- L'équilibrage (contrepoids, ressorts, vérins...) ;
- Le débrayage manuel ;
- La propreté de l'ensemble de l'équipement.

La vérification d'entretien doit comprendre :

- La vérification du bon fonctionnement du ou des contacteurs « Monte-Descend »
- Le contrôle de l'arrêt du rideau sur les fins de course
- La vérification du fonctionnement des débrayages moteur

- La vérification du fonctionnement de la serrure basse
- Le nettoyage de la vieille graisse sur les coulisses latérales
- Le graissage à la graisse silicone
- La vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes
- La vérification du bon fonctionnement du débrayage manuel ;
- La vérification des articulations (charnières, pivots...) ;
- La lubrification et les réglages nécessaires au bon fonctionnement ;
- La vérification de l'opérateur (moto-réducteur électrique, opérateur électro-hydraulique)
- Un examen général du fonctionnement du rideau.
- La vérification du verrouillage de la porte (lorsqu'il existe) ;
- La vérification des éléments de guidage (rails, galets...) ;
- La vérification des organes de commande ;
- La vérification du système d'équilibrage (contrepoids, ressort....);
- La vérification du fonctionnement empêchant la chute du tablier ;
- La vérification de l'état des peintures et de la corrosion.

#### **6.2.6 Portes manuelles d'accès**

Ces portes sont constituées de plusieurs technologies, en métal acier ou aluminium, pleines ou vitrées, pour certaines elles comportent un système de contrôle d'accès par badge qui commande le déverrouillage de ventouse électromagnétique. D'autres constituent les issues de secours et comportent des systèmes de barre anti panique ou bouton moleté.

La maintenance préventive consiste en une visite annuelle et comprend :

- La vérification du bon fonctionnement de leur fermeture,
- le réglage du ferme porte ou remplacement si nécessaire,
- La vérification et ajustement de l'ouvrant par rapport à l'encadrement,
- La lubrification des éléments,
- La mise en place ou le remplacement des butées de fin de course au sol,
- le remplacement des petites pièces d'usures (charnière, serrure, ferme porte) n'excédant pas 150 € H.T.

#### **6.2.7 Registre de sécurité et la main courante**

Après la vérification, le prestataire complète sur chaque site, le registre de sécurité et la main courante qui se trouve sur tous les sites dont il a la charge.

Dans tous les cas, un rapport sera remis à la CAF des BDR pouvant préciser les modifications ou les remises en conformité à apporter à l'installation avec les délais impartis.  
À défaut une pénalité sera appliquée.

### **6.3 Interventions nécessitant des réparations importantes**

À la demande de la CAF, et dans le cadre du forfait de maintenance le prestataire s'engage à intervenir en cas de panne du matériel sur toutes les installations faisant l'objet du présent contrat (joint en annexe).

Cette prestation concerne :

- une intervention où les pièces à remplacer ont une valeur unitaire supérieure à 150 euros HT,
- pour les interventions réalisées en dehors de jours et heures d'intervention normaux (exceptions faites de Gibbes, Malaval et Desautel pour les portes de garages).

Après une intervention de maintenance ou dépannage (article 6.2) et dans l'hypothèse où le titulaire constate que des travaux sont rendus nécessaires sur les installations, il est remis dans les 72 heures à compter de la date de la visite au Responsable du pôle maintenance, un devis détaillant les travaux / réparations proposés, les éventuels risques encourus en cas de non réparation ainsi que le détail des prix conformes au bordereau de réponse et le montant total de ces travaux/réparations.

Dès réception de ce devis par la CAF et après validation, un bon de commande conforme au devis est adressé à la société dans les conditions visées à l'article 7.1 du présent CCP.

La réception du bon de commande ou du devis validé par la CAF par le titulaire vaut commencement d'exécution.

## 6.4 Suivi des prestations effectuées et consultation à distance

Pour le suivi des prestations, le prestataire fournit un portail d'accès via Internet où seront répertoriées les pannes et les dates de réparation par site CAF.

Le portail du prestataire peut permettre éventuellement les demandes d'intervention des personnels CAF habilités, le tout accessible par un login spécifique Caf13 et un mot de passe.

Le prestataire s'engage à mettre à disposition de la C.A.F. 24h/24 ce « portail » d'accès par Internet (cette disposition constitue une condition essentielle de l'accord-cadre).

De plus, un état mensuel récapitulatif des interventions est fourni par le titulaire.

## 6.5 La périodicité et les modalités d'intervention

### 6.5.1 Périodicité d'intervention pour la maintenance préventive

Chaque type d'équipement fait l'objet de visites périodiques dont la fréquence est définie 6.2 du présent CCP.

Toutefois, si le titulaire propose dans son offre un nombre plus important de passages, ceux-ci deviennent contractuels.

Un tableau sur 12 mois glissants est remis au pôle maintenance dès notification du marché.

### 6.5.2 Modalités d'interventions dans les heures ouvrées

#### ***Délai d'intervention***

Le prestataire s'engage à intervenir à la demande de la C.A.F. sur simple appel téléphonique des personnes listées ci-dessus **dans un délai maximum de 2 heures ouvrées**, à compter de l'heure d'appel.

#### ***Délai de rétablissement***

Le titulaire s'engage sur un délai de rétablissement dans les 48 heures à compter de l'heure d'intervention sur site.

#### **Les jours et heures d'intervention ouvrés sont :**

Par dérogation à l'article 32.2.1 du CCAG FCS, du lundi au vendredi de 7 h 00 à 20 h 00 pour les sites extérieurs et 21 h 00 pour le Siège, Chemin de Gibbes, sauf les jours fériés et chômés

À défaut une pénalité est appliquée.

Si besoin, un rapport est établi et remis à la C.A.F. pouvant préciser les modifications ou les remises en conformité à réaliser.

Si les travaux à réaliser sont urgents, le prestataire y procédera sur le champ, après signature, par une personne habilitée., d'un ordre de mission.

En dehors de toute urgence et dans les cas où les prestations ne sont pas incluses dans le forfait : un devis sera soumis au responsable de la C.A.F. pour validation et établissement d'un bon de commande comme précédemment exposé

### 6.5.3 Modalités d'intervention en dehors des heures ouvrées

Le prestataire s'engage à réaliser toutes réparations nécessaires ou prendre toutes les mesures palliatives pour sécuriser les sites après les horaires de bureau sur les sites extérieurs.

#### **Sur les portes de garage des sites de MALAVAL et DESAUTEL :**

Celui-ci s'engage à intervenir dans les deux heures suivant l'appel et en effectuer la réparation quelle qu'en soit la cause dans les 4 heures de l'intervention.

### **Sur la porte de garage et les portails du Siège :**

Le prestataire s'engage à intervenir dans les deux heures suivant l'appel ou l'e-mail et en effectuer la réparation quelle qu'en soit la cause dans les quatre heures suivant l'intervention, y compris les week-end et jours fériés, sur simple appel téléphonique ou e-mail et identification des seules personnes référencées ci-dessus.

Ces prestations sont incluses dans le forfait de maintenance, déplacement et remplacement de pièces à concurrence d'un montant de 150 euros HT.

Au-delà de ce montant la réparation fera l'objet d'un devis et sera facturées suivant le BPU proposé par le prestataire, ainsi que pour les interventions exceptionnelles effectuées en dehors des horaires de bureau énoncés ci-dessus.

En cas d'interventions lourdes (remplacement matériels...) le technicien sur place s'engage à prévenir les personnes référencées (dans l'ordre croissant) afin de permettre une coordination des services de la CAF pendant les réparations.

## **7. MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE**

### **7.1 Modalités de passation des bons de commandes**

#### **7.1.1 La maintenance préventive**

La notification du présent accord-cadre vaut bon de commande des prestations de maintenance préventive pour l'intégralité de la durée initiale.

Chaque reconduction de l'accord-cadre a la même valeur pour la durée de la reconduction concernée.

#### **7.1.2 La maintenance curative**

L'exécution de l'accord-cadre est réalisée par bons de commande au sens des articles R2162-13 & 14 du Code sur la base des prix du BPU voire de devis en cas d'autres demandes pouvant entrer dans le périmètre du présent marché.

Pour chaque prestation, un devis conforme à l'offre du candidat est soumis au Responsable du Secteur Achats – Immobilier – Logistique de la CAF ou au Responsable du Pôle Maintenance qui, après validation, le transmet au Service Achats- Gestion des Biens de la CAF pour établissement d'un bon de commande.

Dans un souci d'efficacité la société doit établir des devis détaillés poste par poste, indiquer le prix unitaire de chaque poste et la quantité exacte, conformément à son offre éventuellement négociée.

Il en est de même pour les prestations hors bordereau, pour lesquelles un marché subséquent est établi. Le prix unitaire et la quantité doivent être détaillés.

Tous les devis non conformes à ces exigences sont rejetés.

Les bons de commande émis par le service Achats de la C.A.F des BDR sont notifiés par mail.

Chaque bon de commande indique :

- le nom du titulaire,
- la référence du marché,
- la date et le numéro de bon de commande,
- la désignation du site d'intervention,
- la nature de la prestation à réaliser avec la référence de l'article du BPU,
- le prix H.T et T.T.C de la prestation conformément aux dispositions financières mentionnées dans le BPU ou le devis remis par le titulaire,
- le montant total H.T et T.T.C de la commande,
- la signature du Directeur ou d'un délégué

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, lorsqu'une commande appelle des observations de la part du titulaire, il doit les notifier sous 2 ouvrés suivant sa réception.



Le délai d'exécution des bons de commande commence à courir à compter de la date de leur notification.

Le titulaire ne peut procéder à une quelconque exécution sans bon de commande ou devis dûment signé par Paul GISSINGER, Sous-Directeur, Direction de l'administration générale et des conditions de travail ou un délégataire habilité.

Pour information : il s'agit de Monsieur Patrick LAFROGNE et Madame Nathalie BOSCA.

Toute intervention réalisée sur bon de commande signé par une personne autre ou sans bon de commande, est réputée ne pas avoir été demandée par la CAF. Le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour obtenir le paiement de la prestation.

La CAF peut commander des prestations jusqu'à la date d'échéance du marché dans la limite du montant maximum prévu.

Toute intervention réalisée sur bon de commande ou devis signés par une personne autre ou sans devis ou bon de commande, est réputée ne pas avoir été demandée par la CAF. Le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour obtenir le paiement de la prestation.

## **7.2 Modalités de passation des marchés subséquents**

Pendant la durée de validité de l'accord cadre, la CAF peut être amenée à demander la réalisation de prestations se rapportant à l'objet du marché mais non couvertes par le BPU.

Lorsque les travaux demandés font appel à des fournitures figurant majoritairement dans le BPU (+ de 50 % du montant total H.T. du devis), un bon de commande est établi par la CAF.

Dans le cas contraire, des marchés subséquents peuvent être établis.

Ainsi, le titulaire de l'accord-cadre devra remettre une offre avec les éléments techniques, que le pouvoir adjudicateur étudiera.

Sur la base de l'offre remise par le titulaire et après acceptation de cette dernière par l'organisme, un marché subséquent sera rédigé et adressé au titulaire.

A la survenance du besoin d'un marché subséquent, le titulaire est invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Il doit justifier par écrit, en cas d'absence de réponse, de son impossibilité de répondre.

Le marché subséquent s'exécute à sa notification au titulaire, formalisée par l'envoi du marché subséquent au titulaire signé par le Directeur Général de la CAF des Bouches-du-Rhône.

## **7.3 Constatation de l'exécution des prestations**

### **Un bon d'intervention doit être délivré pour toute prestation.**

Des opérations de vérifications simples sont réalisées au moment des interventions, conformément à l'article 28.1 du CCAG FCS. Elles ont lieu dans les locaux de l'acheteur et sont effectuées par le personnel désigné.

Elles ont pour objet d'effectuer les contrôles rapides (examen sommaire) liés au respect de la commande.

Des opérations de vérifications approfondies (portant notamment sur la recherche de vices de fabrication, défauts de matières, contenu des conditionnements) sont effectuées dans les 20 jours francs suivant la date d'intervention du titulaire.

Elles consistent à un contrôle sur place de :

- la qualité de la réalisation,
- la solidité du résultat,
- la propreté du travail et l'absence de dégradations,

Le silence gardé par la CAF des BDR vaut admission sans réserve des prestations.



Pendant cette période, toute anomalie pourra entraîner l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations concernées.

Le titulaire s'engage à récupérer et à remplacer les matériels identifiés comme non conformes aux spécifications du marché sans coût supplémentaire. Ainsi, la reprise des matériels se fera à la charge exclusive du titulaire qui en assurera le retour à ses frais et devra procéder à une nouvelle livraison sans frais supplémentaire.

Le remplacement des matériels rejetés sera fait dans les délais indiqués par le représentant de l'acheteur. Un délai maximal de 5 jours ouvrés pourra être imposé.

Les prestations rejetées ne seront pas payées. Si le règlement a déjà été effectué, la valeur des prestations défectueuses sera remboursée par le titulaire au prix de règlement du marché.

A l'issue des vérifications approfondies, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison. Passé ce délai, les marchandises admises deviennent propriété de l'administration.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG, le titulaire est informé de chaque non-conformité ou dysfonctionnement répété ou repéré au cours de l'exécution du marché par téléphone, mail ou courrier selon les cas.

Le titulaire a l'obligation d'apporter des réponses écrites aux non-conformités et dysfonctionnements signalés, dans les 4 jours ouvrés à compter du signalement.

## **7.4 Garanties des prestations**

L'article 33 du CCAG FCS est applicable.

## **7.5 Actes modificatifs**

Toute modification au présent cahier des clauses particulières entraînera un acte modificatif pour accord des deux parties signataires, dans les conditions des articles R2194-1 et suivants du code de la commande publique.

Aucun acte modificatif n'est établi concernant toute modification relative à la réglementation du travail. L'application est immédiate.

## **7.6 Prestations similaires**

Dans le cadre de prestations similaires à la réalisation de ce marché, la CAF se réserve la possibilité de faire appel au titulaire du présent contrat par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence conformément aux conditions décrites à l'article R2122-7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Un nouveau contrat est alors négocié et conclu entre les parties.

## **7.7 Clause de non-exclusivité**

Dans l'hypothèse où le titulaire du présent accord-cadre ne peut fournir les services demandés par la CAF des Bouches-du-Rhône pour des raisons techniques, alors la CAF se réserve la possibilité de faire appel à une autre entreprise afin de satisfaire son besoin.

Toutefois, le montant total H.T. des commandes passées avec une entreprise tiers ne peut dépasser les 20% du montant maximum fixé par le présent accord cadre.

## **7.8 Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 8.1 Responsabilité du titulaire

Le titulaire doit :

- Respecter la législation sociale en vigueur pour le personnel qu'il emploie,
- Fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent accord-cadre.

Le titulaire est responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution du marché.

### 8.2 Développement durable

La CAF des BDR a décidé de faire application des dispositions des articles L2112-2 et L2112-3 du Code de la commande publique en imposant au titulaire le respect d'une clause environnementale obligatoire.

Le Titulaire veille à ce que la réalisation de la prestation s'effectue avec un impact minimum sur l'environnement.

A cette fin, il s'assure et utilise les moyens de transport les plus adaptés et rationalise ses déplacements. Il utilise les méthodes et produits les plus respectueux de l'environnement dans tous les aspects de la prestation.

### 8.3 Clause d'insertion sociale – insertion par l'activité économique

#### 8.3.1 Modalités de mise en œuvre d'une action d'insertion.

Le titulaire peut réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

L'entreprise titulaire dispose d'une totale liberté de choix, tout au long de l'exécution du contrat, entre trois possibilités pour atteindre l'objectif fixé dans son offre :

1ère possibilité : recours à la sous-traitance d'une partie du contrat à une entreprise d'insertion (EI),

2ème possibilité : Mutualisation des heures d'insertion : L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du contrat.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), d'une association intermédiaire (AI) ou d'une entreprise de travail temporaire (ETT) conformément à aux dispositions prévues dans l'accord du 7 septembre 2005 relatives aux modalités de mise en œuvre des dispositions de l'article L 1251-7 du code du travail,

3ème possibilité : l'embauche directe par l'entreprise titulaire du contrat.

Le dispositif mis en place vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi de personnes éloignées de l'emploi et rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières, parmi les candidatures présentées ou validées préalablement par Emergence(S).

Le public bénéficiaire des clauses sociales est défini par l'article L. 5132-1 du code du travail relatif aux structures d'insertion par l'activité économique. Concrètement, peuvent notamment être concernées les personnes relevant des catégories administratives suivantes :

- les Demandeurs d'Emploi de Longue Durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage),
- les allocataires du R.S.A demandeur d'emploi ou ayants droits,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail, fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi,
- les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'Allocation d'Invalidité,
- les jeunes de faible niveau de qualification ou sans expérience professionnelle,

- les personnes prises en charge dans le dispositif IAE (Insertion par l'Activité Économique),
- les Demandeurs d'Emploi de plus de 50 ans.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du Service Public de l'Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi.

Il sera procédé, par tous moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le Titulaire s'est engagé.

Le référent est M. JOHAN TILMANT, chargée de mission à l'Association Emergence(S) / Association d'animation du PLIE dont les coordonnées sont les suivantes :

- téléphone : 04 96 11 55 25 – 06 30 41 48 60,
- mail : [jtilmant@emergences-asso.fr](mailto:jtilmant@emergences-asso.fr)

A la demande de ce référent, le Titulaire fournit, dans le délai qui lui sera imparti, tous renseignements utiles (par exemple, date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action d'insertion.

En cas d'absence ou de refus de transmission de ces éléments, le Pouvoir Adjudicateur peut appliquer les pénalités contractuelles définies ci-après.

Par ailleurs, en cas de manquement grave du Titulaire à son engagement d'insertion, le pouvoir Adjudicateur pourra procéder à la résiliation du contrat aux torts exclusifs de l'entrepreneur, dans les conditions fixées au CCAG.

En tout état de cause, le titulaire doit, dès leur survenance, informer la CAF des B.D.R. par courrier recommandé avec accusé de réception, des difficultés qu'il rencontre pour assurer son engagement. Dans ce cas, le référé susmentionné étudiera avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

A l'issue du contrat, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieures de personnes en insertion formées dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre

### **8.3.2 Gestion des données personnelles dans le cadre du Règlement général sur la protection des données**

Conformément à l'article 8.7 du présent CCP, les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Ainsi, le titulaire est garant de la confidentialité et la protection des données personnelles qui lui sauront transmises dans le cadre des actions d'insertion.

Le titulaire est par ailleurs informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs sera également confiée à l'Association Emergence(S). Ces données seront traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les bénéficiaires, les représentants de l'entreprise, les représentants du Donneur d'ordre, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

L'Association Emergence(S) est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de :

- 48 mois à partir du 1er jour de votre mise en poste et 24 mois après la fin de la période concernée,

et/ou

- dans le cadre de la charte insertion NPNRU, ces informations devront être conservées jusqu'en 2025 inclus.

En l'absence de positionnement sur un emploi, les données seront conservées 6 mois maximum.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant le délégué à la protection des données par mél à : [jtilmant@emergences-asso.fr](mailto:jtilmant@emergences-asso.fr), ou par courrier : à l'attention du délégué à la protection des données sis 5 rue de la République, CS 12383, 13215 Marseille Cedex 2.

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

La non-fourniture ou la non-autorisation de la transmission de ces informations entraînera l'impossibilité de donner une suite à ce positionnement.

## **8.4 Sécurité et conditions de travail**

Le titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour qu'aucun dommage ne survienne tant pour son personnel que pour les tiers et les agents des organismes membres du groupement, lors des opérations. Le prestataire et son personnel doivent :

- respecter la législation du travail en vigueur pour le personnel qu'il emploie ainsi que le règlement intérieur de la CAF des BDR,
- respecter le protocole ou le plan de prévention s'il y a lieu,
- fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent contrat,
- doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation et le cas échéant des équipements de protection individuels tels que chaussures de sécurité, gants, etc ...,
- faire preuve de la plus grande correction, et chaque salarié, pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux de l'organisme avec un logo de son entreprise parfaitement visible et apposé sur son vêtement de travail.

Tout agent devra être en mesure de présenter sa carte professionnelle à toute réquisition.

Le prestataire sera responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel tant à l'égard des tiers que des agents de l'organisme, des dommages de quelque nature que ce soit à l'occasion de l'exécution des prestations.

## **8.5 Assurances**

Le titulaire doit être couvert par une assurance garantissant sa responsabilité civile tant à l'égard de la C.A.F que des tiers en cas d'accidents ou dommages causés par la conduite des prestations ou des modalités de leur exécution. La garantie doit être suffisante et particulièrement pour les dommages corporels. Elle doit couvrir l'ensemble du dommage.

L'entreprise doit fournir une police d'assurance.

L'attestation doit émaner du siège social de la compagnie d'assurance ou d'un des agents généraux et indiquer précisément :

- La nature de la prestation couverte,
- Les montants garantis, qui doivent toujours être suffisants pour couvrir les dommages immatériels et matériels,
- La période de validité.

Le titulaire du marché adressera chaque année, à la Caisse d'Allocations Familiales, une attestation détaillée précisant qu'elle est à jour de ses cotisations pour l'année en cours et les garanties accordées.

## **8.6 Clause de confidentialité**

Le titulaire est strictement lié par le secret professionnel.

Il est tenu de maintenir confidentiels tous documents et renseignements reçus pour la réalisation des prestations. Cette obligation se poursuit après l'achèvement du marché.

Cette obligation s'applique au contenu des études entreprises et, de manière générale, à l'ensemble des prestations du marché.

Le titulaire considérera comme strictement confidentielle et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du contrat.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond à ses salariés comme de lui-même. Le titulaire, toutefois, ne saurait être tenu responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou, s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

Les supports informatiques et documents fournis par la CAF des Bouches-du-Rhône à la société restent la propriété de la CAF des Bouches-du-Rhône.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent contrat.

Conformément à l'article 29 de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'Informatique, aux Fichiers et aux Libertés, la société s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

La société s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue au présent contrat, l'accord préalable du propriétaire du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du présent contrat ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, la société ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de la CAF des Bouches-du-Rhône.

La CAF des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par la société.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La CAF des Bouches-du-Rhône pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## 8.7 Protection des données personnelles

Le titulaire et la CAF des Bouches-du-Rhône qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La société sera GARANTE du respect de la confidentialité sous peine de résiliation du contrat sans indemnités.

## 8.8 Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

2) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et



contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

3) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

## 8.9 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à la CAF des Bouches-du-Rhône une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## 8.10 Modifications en cours de contrat

L'entreprise est tenue de notifier immédiatement par lettre recommandée avec accusé de réception, à la personne responsable du contrat, les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination,
- à l'adresse du siège de l'entreprise,
- au capital social de l'entreprise,
- à la cession de tout ou partie de l'activité.

et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise.

## 8.11 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les dispositions de l'article 6 du C.C.A.G. FCS sont applicables.

Le titulaire, après une simple réquisition de la CAF par lettre ou courriel devra justifier que son personnel est bien employé conformément au droit du travail et respecte les conventions internationales ratifiées par la France.

Les huit conventions fondamentales de l'OIT, ratifiées par la France, sont :

- la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical (C87, 1948) ;
- la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective (C98, 1949) ;
- la convention sur le travail forcé (C29, 1930) ;
- la convention sur l'abolition du travail forcé (C105, 1957) ;
- la convention sur l'égalité de rémunération (C100, 1951) ;
- la convention concernant la discrimination (emploi et profession, C111, 1958) ;
- la convention sur l'âge minimum (C138, 1973) ;

- la convention sur les pires formes de travail des enfants (C182, 1999).

En conséquence, l'entrepreneur prendra, sous sa responsabilité, les mesures d'ordre de sécurité nécessaires pour éviter les accidents tant à l'égard des tiers que du personnel utilisé, en vue d'assurer les prestations fixées au contrat.

Il devra veiller au strict respect des lois et règlements en la matière, notamment en ce qui concerne l'utilisation des dispositifs destinés à éviter les chutes, risques électriques...

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus, la personne responsable prendra, après mise en demeure restée en effet, les mesures nécessaires aux frais du titulaire.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures seront prises sans mise en demeure préalable.

En cas d'inobservations répétées, l'organisme se réserve le droit de prononcer, après mise en demeure par lettre recommandée, la résiliation du contrat aux torts du titulaire.

Les modifications de la réglementation sur la législation de la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat s'appliquent de plein droit sans qu'il soit besoin de rédiger un acte modificatif.

## 8.12 Cession partielle ou totale d'activité par le titulaire du fonds

Dans le cadre d'une cession partielle ou totale d'activité quelle qu'en soit la forme, **le changement de titulaire implique la fourniture par ce dernier des documents fournis par le cédant au stade de la candidature.**

**A défaut, le contrat est résilié.**

Le cessionnaire présenté par le cédant devra être agréé et la cession est matérialisée par la signature d'un acte modificatif au contrat initial.

**Sans la fourniture de tous les documents, l'avenant de cession ne peut être signé et ainsi le contrat est résilié de plein droit.**

**L'acceptation de la cession entraîne à l'égard du cessionnaire, l'obligation de reprendre l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat.**

## 8.13 Réparation des dommages

Conformément à l'article 8.1 du CCAG FCS les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

## 8.14 Travail dissimulé

### 8.14.1 Respect des dispositions relatives aux articles L8211-1 et suivants du Code du Travail

- « Sont constitutives de travail illégal, dans les conditions prévues par le présent livre, les infractions suivantes :

- 1° travail dissimulé,
- 2° marchandage ;
- 3° prêt illicite de main-d'œuvre ;
- 4° emploi d'étranger sans titre de travail ;
- 5° cumuls irréguliers d'emplois ;
- 6° fraude ou fausse déclaration prévue aux articles L. 5124-1, L. 5135-1 et L. 5429-1. »

- « Sont interdits :

- 1° Le travail totalement ou partiellement dissimulé, défini et exercé dans les conditions prévues aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;
- 2° La publicité, par quelque moyen que ce soit, tendant à favoriser, en toute connaissance de cause, le travail dissimulé ;



3° Le fait de recourir sciemment, directement ou par personne interposée, aux services de celui qui exerce un travail dissimulé. »

- « Toute personne vérifie lors de la conclusion d'un contrat dont l'objet porte sur une obligation d'un montant minimum en vue de l'exécution d'un travail, de la fourniture d'une prestation de services ou de l'accomplissement d'un acte de commerce, et périodiquement jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, que son cocontractant s'acquitte :

1° des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 ;

2° de l'une seulement des formalités mentionnées au 1°, dans le cas d'un contrat conclu par un particulier pour son usage personnel, celui de son conjoint, partenaire lié par un pacte civil de solidarité, concubin, de ses ascendants ou descendants.

Les modalités selon lesquelles sont opérées les vérifications imposées par le présent article sont précisées par décret. »

- « Les vérifications à la charge de la personne qui conclut un contrat, prévues à l'article L. 8222-1, sont obligatoires pour toute opération d'un montant au moins égal à 3 000 euros. »

#### 8.14.2 Liste nominative des intervenants

A la notification du contrat, la Société confirmera à la CAF, la liste des personnels susceptibles d'intervenir, avec mention de leur qualification professionnelle.

Toute modification, en cours du contrat, devra être communiquée préalablement à la CAF pour acceptation. En cas de non-respect de ces obligations, la CAF se réserve le droit de mettre fin au contrat, sans préavis.

Cette liste nominative devra être tenue à jour par le titulaire de manière systématique, et fera mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un employé cesse ou commence son travail.

En outre, toute modification envisagée de cette liste devra être portée à la connaissance de l'organisme en vue de l'obtention des autorisations susvisées.

Toute infraction à ces dispositions pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du titulaire sans préjudice des poursuites judiciaires qui pourront être engagées à l'encontre des contrevenants.

**Dans le cas où l'un des intervenants mis à disposition par le titulaire ne conviendrait pas à la C.A.F., cette dernière se réserve le droit d'en demander son remplacement par simple mail ou fax sans contestation possible de la part de la société.**

#### 8.15 Obligation de fournir tous les 6 mois les attestations visées à l'article L 8222-1 du Code du Travail (lutte contre le travail dissimulé)

Le prestataire s'engage expressément et spontanément à produire à la Caisse d'Allocations Familiales tous les six mois jusqu'à la fin du contrat les attestations requises aux articles L 8222-1 et D.8222-5 du Code du Travail.

Pour remplir cette obligation, le titulaire peut fournir les pièces ci-dessous énumérées :

L'attestation de fourniture de déclaration sociale (attestation URSSAF) émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au candidat datant de moins de six mois,

si l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le titulaire doit fournir l'un des documents suivants :

- soit un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés,
- soit une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
- soit un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle ou doivent être mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un ordre professionnel ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- soit un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Dans l'éventualité où l'URSSAF ne délivrerait qu'une seule attestation / an, le titulaire doit demander une « attestation de comptes à jour ».

Pour les candidats de l'Union Européenne les documents équivalents.

**Faute par le prestataire de fournir les attestations précitées dans un délai d'un mois et après une mise en demeure notifiée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception restée sans effet, le présent marché peut être résilié de plein droit sans indemnités.**

## 9. LITIGE ET SANCTIONS

### 9.1 Pénalités

#### 9.1.1 Pénalités pour défauts dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG, en cas de retard dans la réalisation des prestations pour lesquelles un délai d'exécution, une période ou une date limite a été fixée, il lui est appliqué les pénalités journalières ci-après :

PÉNALITÉS APPLICABLES	UNITÉ	MONTANT H.T.
<b>DÉFAUT DE SERVICE</b>		
Non-respect du planning des visites de maintenance préventive	Par site	80,00 €
Absence d'intervention suite à appel de la CAF	Par manquement	50,00 €
Non-respect du délai contractuel d'intervention en cas de panne (dans et hors heures ouvrées)	Par heure de retard à compter de l'appel (dans la limite de 5h)	50,00 €
Non-respect du délai contractuel de rétablissement	Par heure ouvrée de retard à compter de l'intervention (dans la limite de 10 h)	20,00 €+ frais de gardiennage imputé au titulaire
Non-respect du délai de remise des devis	Par jour ouvré de retard	30,00€
<b>DÉFAUT DE REMISE DES DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>		
Défaut de remise de l'état mensuel récapitulatif des interventions	Si non remis le 10 du mois m+1 (par manquement)	30,00 €
Le cas échéant, non communication des documents demandés par l'association Emergence	Par manquement	50,00 €
Non Fourniture du Plan de continuité d'activité ou PCA actualisé	Par manquement constaté	50,00 €
<b>PENALITES DIVERSES</b>		
Le cas échéant, non-respect des heures d'insertions indiquées dans l'offre	Par heure non réalisée	20,00 €
Non-respect par le personnel du titulaire de la Charte de la laïcité	Par manquement constaté	20,00 €
<b>DÉFAUT DE MATÉRIELS ET DE TENUES</b>		
Absence d'une tenue de travail adaptée	Par agent	50,00 €

Le montant de la pénalité est déduit de la facture des prestations concernées.

Les pénalités sont cumulables sans préjudice de l'application d'une éventuelle réfaction.

### **9.1.2 Pénalités en cas de non-exécution**

Les prestations non exécutées ne seront pas réglées.

Dans le cas où le titulaire ne pourrait pas assurer une demande celui-ci encourt une pénalité de 100 €.

### **9.1.3 Pénalités pour non-respect des obligations sociales**

Le titulaire du contrat encourt une pénalité maximale égale à 10 % du montant maximum du contrat s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221 – 3 à L 8221 – 5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise.

La pénalité ne peut toutefois pas excéder celle des amendes encourues en application des articles L 8224 – 1, L 8224 – 2 et L 8224 – 5 du code du travail.

En cas de non-régularisation de situation, la CAF des BDR peut appliquer les pénalités susnommées ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du contrat.

## **9.2 Sanctions**

### **9.2.1 Substitution du titulaire en cas de défaillance**

Par dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS, et sans qu'il soit besoin de mettre en œuvre le processus de résiliation, en cas d'inexécution de l'une des prestations essentielles prévues au contrat qui ne peut être exécutée du fait du titulaire, et après une mise en demeure restée sans effet pendant 12 heures, la CAF peut recourir de plein droit à un tiers qui se substituera au titulaire.

Une simple consultation est menée pour choisir le tiers.

Les coûts exposés par le tiers substitué sont facturés au titulaire.

La même disposition est applicable pour le cas où le contrat est résilié aux torts du titulaire.

La décision qui prononce la résiliation le mentionne.

### **9.2.2 Résiliation pour faute du titulaire avec mise en demeure**

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### **9.2.3 Résiliation pour faute du titulaire sans mise en demeure**

La CAF des B.D.R. peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements,
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché,
- la déclaration produite en application de l'article R2143-3 du code la commande publique a été reconnue inexacte.

### **9.2.4 Résiliation pour motif d'intérêt général**

En application de l'article 42.1 et suivants du CCAG FCS, l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

### **9.2.5 Clause de sauvegarde**

La Caisse d'Allocations Familiales des Bouches-du-Rhône se réserve le droit de résilier le présent contrat sans indemnité et sans mise en demeure en cas d'augmentation supérieure ou égale à 4 % des prix unitaires fixés initialement au contrat.

## **9.3 Litiges**

### **9.3.1 Règlement amiable**

Les litiges s'élevant entre les parties font en premier lieu l'objet d'une tentative de règlement amiable dans les conditions de l'article 46.1 et suivants du CCAG – FCS.

### **9.3.2 Arbitrage**

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 19 juillet 2018 se référant au titre IV du code de procédure civile, en cas de litige relatif à l'exécution du présent accord-cadre, les parties font appel à l'arbitrage pour tenter de résoudre le différend.

A l'initiative de l'une ou l'autre des parties, une désignation commune de l'arbitre retenu est faite d'un commun accord.

Un compromis d'arbitrage est signé.

### **9.3.3 Compétence de juridiction**

A défaut de solution amiable, tout litige concernant cette opération sera de la compétence exclusive des Tribunaux dont la juridiction s'étend à la Commune de Marseille.

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal judiciaire de Marseille

6 rue Joseph Autran

13006 Marseille

Téléphone : 04 91 15 50 50

E-mail : tj-marseille@justice.fr

#### **Liste des dérogations au CCAG FCS :**

L'article 2.1.3 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG.  
L'article 6.5.2 du contrat déroge à l'article 32.2.1 du CCAG.  
L'article 7.1.2 du contrat déroge à l'article 3.7.2 du CCAG.  
L'article 7.3 du contrat déroge à l'article 30 du CCAG.  
L'article 8.11 du contrat déroge à l'article 6.2 du CCAG.  
L'article 8.11 du contrat déroge à l'article 6 du CCAG.  
L'article 9.1.1 du contrat déroge à l'article 14.1 du CCAG.  
L'article 9.2.1 du contrat déroge à l'article 45 du CCAG.